



TITLE:

Formation et déformation de l'idée de politique sociale à la fin de l'ère Meiji

AUTHOR(S):

MAEGAWA, Masayuki

CITATION:

MAEGAWA, Masayuki. Formation et déformation de l'idée de politique sociale à la fin de l'ère Meiji. ZINBUN 2005, 37: 105-127

ISSUE DATE:

2005-03

URL:

<https://doi.org/10.14989/48817>

RIGHT:

© Copyright March 2005, Institute for Research in Humanities Kyoto University.

Formation et déformation de l'idée de politique sociale à la fin de l'ère Meiji*

Masayuki MAEGAWA

1. Le paupérisme

Guidés par un homme un peu âgé, deux jeunes hommes marchaient dans un quartier déshérité de Tokyo. Ils s'appelaient Iwasaburô Takano 高野岩三郎 et Ochiai Kentarô 落合賢太郎, qui étaient étudiants à l'Université impériale de Tokyo et projetaient de mener une investigation sociologique sur l'indigence à Tokyo. Ils s'étaient déjà rendus au commissariat de police de ce quartier et avaient consulté les registres de l'état civil pour y dénombrer la population. Ils visitaient les baraques et posaient des questions aux habitants. Leur rapport, intitulé « East London in Tokyo », serait présenté lors du séminaire d'Adolf von Wenckstern, un professeur invité de l'Université impériale de Tokyo.

Depuis la Restauration de Meiji, le Japon avait fixé son attention sur l'Europe du XIX^e siècle. Celle-ci avait connu la révolution industrielle et souffrait de ses conséquences. Fasciné par les fruits du progrès industriel, le gouvernement de Meiji poussa à l'industrialisation et à l'eupéanisation du pays. Il envoya beaucoup d'étudiants dans les pays occidentaux pour qu'ils y étudient les sciences les plus avancées. Mais, les renseignements qu'ils rapportèrent indiquaient l'existence d'un revers de la médaille de la civilisation. À la fin du XIX^e siècle, la *question sociale* apparaissait aux jeunes intellectuels japonais comme un problème à aborder d'urgence. Nos deux étudiants partageaient eux aussi cette préoccupation et cherchaient des phénomènes correspondants au Japon.

En 1890 (l'an 23 de l'ère Meiji), quatre ans avant leur présentation, Noburu Kanai 金井延 acheva ses études en Allemagne et rentra au Japon en passant par Londres. Comme les autres étudiants, il présenta les résultats de ses études à l'étranger devant ses collègues. La présentation qu'il fit cou-

* Exposé présenté au Centre d'études japonaises de l'Institut national des langues et civilisations orientales, dans le cadre du séminaire de M. Thomann, le 22 mai 2002.

vrait de larges domaines allant de la théorie de l'école allemande de politique sociale jusqu'aux activités des institutions philanthropiques d'Angleterre comme celles de l'Armée du Salut de William Booth et l'établissement du Toynbee Hall. *Life and Labour of the People of London*¹ de Charles Booth, un ouvrage très important d'alors, serait d'ailleurs aussi rapporté au Japon sans délai. Ce livre brosse un tableau de l'indigence à l'est de Londres et traite du nouveau paupérisme, censé être le produit de l'industrialisation et de l'urbanisation. Comme le titre du rapport de nos deux étudiants le montre bien (« East London in Tokyo »), ils furent probablement influencés par les travaux de Booth.

Le célèbre ouvrage d'Iwagorô Matsubara 松原岩五郎, *Tokyo des plus profondes ténèbres*, est aussi un témoignage de cette époque. Considérant sa date de publication, 1893 (l'an 26 de l'ère Meiji), il exerça sans doute aussi une influence non négligeable sur les deux étudiants. Il débute par une conversation au bistrot entre l'auteur et ses amis. Ces derniers sont, selon lui, tous « éminents, promis au succès et deviendront des spécialistes en sciences économique et politique, sinon des professeurs d'université ».

Un jour, je discutais avec mes amis et collègues. Par hasard, on en est arrivé à parler des mendiants de Londres qui manifestaient et montraient le poing face aux riches pour les abattre. C'était spectaculaire. Maintenant, on peut voir cela partout dans le monde. La grève générale en Angleterre, le parti communiste en France ou les socialistes et les anarchistes en Prusse. Si vous en cherchez la cause, vous trouverez toujours *les ténèbres de la vie* 生活の暗黒.²

Les jeunes intellectuels, qui étaient tous « promis au succès », entreprirent de jeter la lumière sur les « ténèbres » qui engendraient la maladie du corps politique. La politique sociale apportait, leur semblait-il, la base théorique qui pourrait fournir les mesures pour le maintien de l'ordre politique. Elle apparaissait pourtant, aux yeux des intellectuels japonais, comme une sorte de théorie *politique*. Dans son livre, Matsubara énumère les événements qui suscitèrent chez eux un grand intérêt : la grève générale, les conspirations communistes ou anarchistes, les insurrections ouvrières et la révolution. La politique sociale était perçue comme une théorie politique et un moyen préventif

¹ Charles BOOTH, *Life and Labour of the People in London*, London, 1902-1903.

² Iwagorô MATSUBARA, *Tokyo des plus profondes ténèbres*, 1893, réédité par Iwanami bunko, 1988 (松原岩五郎『最暗黒の東京』岩波文庫, 1988). Sur ce texte, voir Philippe PONS, *Misère et crime au Japon du XVII^e siècle à nos jours*, Gallimard, 1999, pp. 152-154.

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

contre le désordre politique, plutôt que comme une tentative de restaurer la cohésion *sociale*.

Matsubara se rendit dans le bidonville de Tokyo pour « faire la lumière sur les ténèbres » qui pourraient provoquer des émeutes parmi les habitants de ce quartier. Mais cette tentative était prématurée. Les auteurs de « East London in Tokyo » affirment avec justesse qu'« il n'existe aucun signe d'un problème de pauvreté » à Tokyo, parce qu'« il n'y a pas encore de grande différence entre les riches et les pauvres par rapport à l'Angleterre, surtout à Londres », de sorte qu'« on ne peut pas trouver de symptôme nous montrant l'existence d'une hostilité des pauvres envers les riches. D'ailleurs, ils ne manifestent pas leur mécontentement à l'égard de l'ordre social ». Il est vrai que les pauvres de Tokyo n'étaient pas comparables à ceux de Londres. Ils n'étaient pas des ouvriers d'usine. Ils ne constituaient pas encore une classe, à fortiori le prolétariat. Il faudra attendre pour cela la révolution industrielle japonaise, entraînée par la victoire du pays dans la guerre sino-japonaise et les réparations payées par la Chine, ce qui fournira au gouvernement japonais une base pour le développement industriel et préparera le boom économique.³

2. La politique sociale

2.1. Les réunions du Conseil supérieur

L'usine comme lieu de production était en même temps un lieu d'antagonismes. La question sociale fut traitée dans le cadre du problème de la protection des ouvriers, notamment autour de la « Loi sur les fabriques 工場法 ».⁴ Revenons en 1896 (l'an 29 de l'ère Meiji), un an après la guerre sino-japonaise, lorsqu'un conseil nommé « Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie 農商工高等会議 » fut mis en place par le ministère de l'Agriculture et du commerce.⁵ Ce conseil, dont les membres consistaient en des patrons de grandes entreprises, des fonctionnaires, des hommes politiques et des professeurs, avait été établi pour être consulté sur divers sujets concer-

³ Gennosuke YOKOYAMA, *La société des bas-fonds au Japon*, 1899, réédité par Iwanami bunko, 1949 (横山源之助『日本の下層社会』岩波文庫, 1949).

⁴ Sur cette loi, voir Minoru OKA, *De la Loi sur les fabriques*, Yûhikaku shobô, 1913 (岡実『工場法論』有斐閣書房, 1913) ; sur son histoire, voir Yasoji KAZAHAYA, *Histoire de la politique sociale au Japon*, Nihon hyôronsha, 1937 (風早八十二『日本社会政策史』日本評論社, 1937) et Makoto IKEDA, *Histoire de la pensée politique sociale au Japon*, Tôyô keizai shinpôsha, 1978 (池田信『日本社会政策思想史』東洋経済新報社, 1978).

⁵ Ce ministère se sépara du ministère de l'Intérieur en 1881 (l'an 14 de l'ère Meiji).

nant la politique économique. Sa première réunion porta sur le problème de la protection des ouvriers, qui semblait être le plus urgent, sa seconde sur celui non moins important des droits de douane, et enfin sa troisième encore une fois sur celui de la loi pour la protection des ouvriers.⁶

Lors de la première réunion de ce conseil, Juichi Soeda 添田寿一, un haut fonctionnaire du ministère, prit l'initiative et s'efforça de persuader les patrons, qui résistaient, de la nécessité d'une telle législation. Ceux-ci avancèrent plusieurs arguments pour contester l'opinion du jeune bureaucrate qui brandissait une théorie qui leur était étrangère. La théorie économique dominante d'alors était celle de l'École de Manchester, dont le libéralisme économique était favorable aux patrons à l'ère de l'accumulation primitive. Par exemple, un homme politique, Kentarô Kaneko 金子堅太郎, réfutait cette législation pour la bonne et simple raison que « la réduction des heures de travail ... affaiblirait gravement notre industrie et je ne doute pas qu'elle handicape le développement de la puissance de l'État ». ⁷ Cet avis était partagé par la plupart des participants. Soeda leur expliqua la nécessité de cette législation en invoquant des exemples pris à l'étranger.

L'État doit veiller à ce que la croissance nationale soit salubre. Mais maintenant nous éprouvons des différents abus que nous ne pouvons pas laisser passer. Et, d'ailleurs, la protection et la surveillance étatique des ouvrières sont communément admises comme indispensables pour l'autodéfense de l'État dans les pays avancés.⁸

Dans « les pays avancés », la législation ouvrière était assurément devenue

⁶ Il faut ajouter ici une petite remarque. Avant d'organiser cette réunion, le ministère de l'Agriculture et du commerce avait procédé en 1887 (l'an 20 de l'ère Meiji) à l'examen des lois européennes pour la protection des ouvriers et rédigé un projet de cette loi. Bien qu'étant un projet de pointe, ce n'était qu'un simple essai et une adaptation de la législation ouvrière allemande et autrichienne, c'est-à-dire que ce n'était pas une tentative sérieuse. Par contre, la réunion de ce conseil, convoqué par le ministre en réponse à la demande des directeurs locaux du ministère, donna lieu à une discussion plus chaude entre le gouvernement et les patrons.

⁷ « Le procès-verbal de la première réunion du Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie : la question du contrôle et de la protection des ouvriers », *Documents sur la culture de l'ère Meiji—Vol. I L'industrie—*, Kazama shobô, 1961, p. 51 (「第一回農商工高等会議、事速記録 職工の取締及保護に関する件」『明治文化資料叢書』第一卷産業編, 風間書房, 1961, p. 51).

⁸ *Ibid.*, p. 38.

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

urgente et indispensable, mais il n'existait pas encore de groupe syndical organisé ni de parti socialiste au Japon. La proposition de loi sur les fabriques était visiblement prématurée, et les arguments de Soeda pour légiférer s'avéraient purement théoriques. Eiichi Shibusawa 渋沢栄一, le plus célèbre homme d'affaires de l'époque, le critiquait sévèrement.

Je suis entièrement contre une simple reproduction de la législation européenne qui s'appuierait sur des principes purement théoriques.⁹

Ceux qui soutenaient Soeda n'étaient pas présents lors de cette réunion. La même année, un petit groupe privé de chercheurs, qui formerait en 1897 (l'an 30 de l'ère Meiji) la matrice de la Société pour la politique sociale 社会政策学会, se réunit dans un restaurant de Shinbashi. Parmi les fondateurs de cette société, on pouvait trouver un personnage que j'ai déjà mentionné : Iwasaburô Takano, ancien étudiant de l'Université impériale de Tokyo et auteur de « East London in Tokyo ». Mais ces chercheurs n'avaient pas encore une réelle influence sur le gouvernement ou sur l'opinion publique. La première réunion se finit sans avoir donné aucun résultat. Pour cela, il faudra attendre le retournement de situation provoqué par la guerre sino-japonaise.

2.2. La cohésion sociale

La guerre sino-japonaise entraîna un boom économique et une hausse des prix. Mais l'effondrement de la valeur de l'argent diminua la masse monétaire, ce qui causa une rapide récession. C'est dans ce contexte que deux syndicalistes fondèrent, en 1897 (l'an 30 de l'ère Meiji), une organisation ayant pour but de favoriser l'établissement des syndicats : la Société pour la création des syndicats ouvriers 労働組合期成会. L'un était Sen Katayama 片山潜, le futur représentant japonais du Komintern, et l'autre Fusatarô Takano 高野房太郎, le frère de notre étudiant Iwasaburô. Tous deux étaient allés aux États-Unis, l'un comme étudiant et l'autre comme ouvrier. Le premier syndicat japonais, le Syndicat des ouvriers sidérurgiques 鉄工組合 fut créé sous la direction de cette société à la fin de la même année.

Face à l'émergence du mouvement ouvrier le gouvernement japonais fut obligé de prendre certaines mesures. Deux ans après la première réunion du Conseil supérieur, en 1898 (l'an 31 de l'ère Meiji), le ministère de l'Agriculture et du commerce décida de le convoquer pour la troisième fois, de façon à

⁹ Propos de Shibusawa, *ibid.*, p. 44.

discuter à nouveau de la Loi sur les fabriques. Ce conseil avait été mis en place pour prendre des mesures préventives contre ces mouvements. Un nouveau personnage, Noburu Kanai, professeur de l'Université impériale de Tokyo, fut invité à prendre part aux débats. L'année précédente, celui-ci était devenu membre de la Société pour la politique sociale, à la demande d'Iwasaburô Takano.

Ce qui est vraiment étonnant, c'est que dans les régions industrielles [...] tant de gens dont la santé est gravement abîmée ne passent pas l'examen médical pour la conscription. [...] Il s'avère que cette loi concerne intimement la vitalité et l'énergie de l'État : la protection des ouvriers est indispensable pour la survivance et la croissance de l'État.¹⁰

En invoquant l'intérêt étatique, thème souvent repris dans le contexte militaire, Kanai essayait ici de convaincre les membres du Conseil supérieur de la nécessité d'une législation ouvrière en ayant recours à un autre argument, non moins important : celui de l'hygiène publique. Mais, il utilisait cet argument sans appui de données statistiques, ce qui empêcha le développement de la discussion. L'argumentation de Kanai, elle aussi, se limitait au niveau théorique. Lors de ces deux réunions du Conseil supérieur, les débats sur la Loi sur les fabriques restèrent abstraits et idéologiques, ce qui fit que ni Soeda ni Kanai ne réussirent à convaincre ses opposants. Tant qu'ils demeuraient attachés à leurs doctrines occidentales, ils suscitaient une réaction spontanée et instinctive des patrons. D'ailleurs, ces derniers s'appuyaient sur des doctrines tout aussi scientifiques. Le libéralisme économique s'opposait fermement à l'intervention de l'État dans la sphère économique.

Mais, ce qui nous intéresse ici est le fait que, durant ces deux séances, le débat ne porta jamais sur la question *sociale* proprement dite. À l'origine, pour les partisans de la Loi sur les fabriques, la politique sociale était le remède à la maladie qui rongait le corps politique. À la place du rapport hiérarchique et féodal, ils proposaient un autre type de lien dont le principe était purement juridique. Ils appelaient ce lien « [le rapport de] droit et devoir juridique 法律的权利義務 ». Kanai et Soeda avançaient l'idée de substituer ce rapport juridique et égalitaire à l'ancienne relation hiérarchisée mais humanitaire qui était devenue un obstacle à la modernisation de la relation entre l'ouvrier et son patron. Ils voyaient certainement ceci comme un remède.

¹⁰ Propos de Kanai, lors de la troisième réunion du Conseil supérieur, *ibid.*, pp. 94-5.

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

Mais, pour les patrons, cette législation, en détruisant ce rapport traditionnel, pousserait les ouvriers dans une direction plus radicale. Leur crainte, c'était l'anomie sociale. Face à Kanai et Soeda, ils contestaient le fait de renoncer à la « belle coutume traditionnelle 伝統の美德 » fondée sur la « morale 徳義 » et la « bienveillance affective 情誼 ». Si l'on remplaçait les valeurs communautaires traditionnelles par le principe du « droit et devoir juridique », cela risquerait, pensaient-ils, en accélérant la modernisation et l'occidentalisation, de mettre en danger la cohésion sociale. Pour eux, le remède prescrit par les deux hommes n'était que du poison. Était-il vraiment possible d'établir un rapport humain défini comme un lien juridique entre des individus, sujets de droits et de devoirs ? Pouvait-on vraiment construire un tel ordre social, suffisamment stable et durable ?

Leurs angoisses n'étaient pas partagées par les partisans de la loi. Ceux-ci ne doutaient pas de la possibilité d'une société fondée sur une base purement contractuelle. C'était plutôt le but auquel l'on devait à priori parvenir. Ils ne voyaient pas où était le problème. Les opposants, d'ailleurs, ne le posaient pas d'une manière appropriée. Ils auraient dû se demander si l'on pouvait vraiment établir un nouveau lien social à partir d'un principe purement individuel et juridique. Mais, pour les patrons, la problématisation de ce sujet était trop difficile, voire impossible. Leur contestation se limitait à une réaction instinctive de personnes se préoccupant uniquement des problèmes à l'intérieur des usines. Eux non plus ne pouvaient voir plus loin. L'image ou la représentation du corps politique à l'échelle nationale n'avait pas encore été formée.

Rappelons que cet archipel, avec ses 30 millions d'habitants, s'étendait du nord au sud sur 3,500 km de longueur, et qu'une trentaine d'années auparavant, ce pays était divisé en des centaines de principautés et sa société stratifiée en cinq couches sociales (quatre classes et les hors-castes).¹¹ Il ne faut pas sous-estimer leurs difficultés de concevoir leur pays comme *un* corps. Je voudrais insister sur le fait qu'au Japon, l'État-Nation n'avait pas encore été constitué. Bien que la construction de l'État institutionnel comme organisation administrative et militaire fût en marche, l'on n'avait pas encore acquis la notion d'un intérêt ou d'un bonheur commun supérieur à celui de l'individu et de la région.

Ainsi, lors de ces deux réunions sur la Loi sur les fabriques, le véritable

¹¹ À cette époque, le problème des parias fut traité du point de vue de la politique sociale. Voir par exemple l'article de Miono YAMAMOTO, « Sur le problème des hors-castes », *La politique sociale de ces dernières années*, 1916 (山本美越乃「特殊部落問題」『金井博士二十五周年記念最近社会政策』, 1916).

problème posé par les patrons restait sans réponse. Par conséquent, celui-ci sera repris par la suite.

2.3. Le congrès général de la Société pour la politique sociale

Il était clair pour les participants aux deux réunions du Conseil supérieur que la mise en place de cette législation signifierait le remplacement du rapport moral et traditionnel par la relation juridique occidentale. Ils concevaient le corps politique soit comme une communauté fondée sur des rapports humains directs et visibles, soit comme une société contractuelle qui n'était que le simple rassemblement d'individus autonomes (*self-help*). Il n'y avait pas là d'intention d'établir des liens sociaux au niveau *national* idée qui dépassait l'imagination localisée et fondée sur des rapports humains visibles de l'époque. Et c'est cette absence qui avait amené la discussion qui allait suivre. Les intellectuels japonais qui essayaient de penser le lien social oscillaient entre l'idéal du sujet moderne autonome, souvent critiqué pour son idéalisme, et le retour à la communauté traditionnelle, tout aussi utopique.

Le cas de Soeda est intéressant. Lors des deux réunions du Conseil supérieur, il insista sur la nécessité de réformer les rapports humains sur la base d'une relation juridique. Mais, quelques années plus tard, lors du premier congrès général de la Société pour la politique sociale (1907, l'an 40 de l'ère Meiji) ainsi que lors de son septième congrès (1913, l'an 2 de l'ère Taishô), redécouvrant le principe de la bienveillance affective comme garantie de stabilité sociale et politique, il proposa de réconcilier l'ouvrier avec son patron en réintroduisant le rapport hiérarchique entre le maître et l'apprenti 主従関係.

Tous les groupes sociaux qui s'associent les uns avec les autres s'appuient sur le principe de *solidarité*, grâce auquel s'effacent les différences entre le haut et le bas, le maître et ses serviteurs, le capitaliste et l'ouvrier qui ont des intérêts communs.¹²

L'idée de solidarité avait été introduite au Japon par des juristes, mais Soeda l'employa à sa sauce. Pour lui, la solidarité s'exprimait dans le rapport entre le mari et sa femme, rapport dans lequel intervenait la bienveillance

¹² *Le rapport du septième congrès de la Société pour la politique sociale : la grève ouvrière*, éd. par la Société pour la politique sociale, Dôbunkan, 1913, p. 262 (社会政策学会編『第七回社会政策学会—労働争議』同文館, 1913, p. 262).

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

affective.¹³

Kanai changea lui aussi sa position et proposa une *théorie* s'appuyant sur une quasi-philosophie holistique et naïve. Critiquant le capitalisme barbare, qu'il considérait comme un individualisme excessif qui aboutirait à l'anarchie, il avança que le socialisme, d'un point de vue philosophique, n'était en fait qu'une sorte d'individualisme qui entraînerait également l'effondrement de la société. La politique sociale, par contre, en admettant partiellement l'individualisme, visait principalement « l'harmonisation des classes sociales et l'unification totale de la nation », ce qui établirait « la vie collective et sociale ».¹⁴

Prenons maintenant un autre exemple : celui de Kumazô Kuwata 桑田熊三, un membre de la Chambre des pairs et un spécialiste de l'assurance pour les travailleurs dont la pensée était réévaluée pour son côté relativement progressiste. Par rapport à ses contemporains plus ou moins étatistes, il préconisait l'intervention du gouvernement au niveau local et proposait, pour la raison suivante, une *politique sociale dans la ville* :

Si l'on pratiquait une politique [sociale] au niveau urbain et au niveau des collectivités locales [...] les ouvriers comprendraient bien qui prend les frais généraux en charge, de sorte qu'ils respecteraient nécessairement leurs patrons.¹⁵

Pour lui aussi, le fondement social ne pouvait être que la relation personnelle, visible et directe, c'est-à-dire le rapport « face à face ».

Leurs recommandations furent refusées par les chercheurs plus jeunes, parmi lesquels l'on pouvait trouver Iwasaburô Takano, alors professeur au Département des statistiques de l'Université impériale de Tokyo. Pour eux, la position de leurs aînés était celle de réactionnaires. De ces chercheurs, Tokuzô Fukuda 福田徳三, un ami de Takano et un professeur de l'École de commerce de Tokyo, était celui qui les critiqua le plus sévèrement.

¹³ « Par ce mot de « rapport maître-apprenti », je pense à quelque chose comme le rapport entre le mari et sa femme. Suivant ce principe, les deux classes opposées s'harmonisent et s'aident en vertu de la bienveillance affective. » *Ibid.*, p. 258.

¹⁴ Noburu KANAI, « La politique sociale et l'individualisme », *Journal de la Société de juristes*, 1912, repris dans *La vie de Kanai Noburu et ses œuvres* (金井延「社会政策と個人主義」『金井延の生涯と学蹟』一初出は『法学協会雑誌』, 1912).

¹⁵ Kumazô KUWATA « La politique sociale dans la ville », *Journal de la Société de la science d'état*, 1900, repris dans *Les œuvres de Kumazô Kuwata*, éd. par Kazuo KUWATA, édition privée, 1934, p. 19 (桑田熊蔵「都市の社会政策」『国家学会雑誌』1900年9月号, 桑田一夫編『桑田熊蔵遺稿集』, 自家出版, 1934, p. 19).

En ce qui concerne le problème de la Loi sur les fabriques, je crois qu'il ne faut pas faire de morale philanthropique. Pas du tout. Il ne s'agit pas de la bienveillance du maître, ni de philanthropie [...] Nous pouvons traiter ce sujet par simple calcul, en utilisant le *soroban* (l'abaque japonais), sans brandir ces idées très philosophiques. Je le crois. Oui, j'ose dire que je crois ce que les savants occidentaux croient.¹⁶

Un juriste, Kiheiji Onozuka 小野塚喜平次, le futur président de l'Université impériale de Tokyo, prédit qu'il faudrait inévitablement introduire la logique juridique dans les rapports entre les ouvriers et leurs patrons. Leurs arguments étaient les mêmes que ceux auxquels Soeda et Kanai avaient eu recours lors des réunions du Conseil supérieur. En effet, ironiquement, la métaphore du *soroban* de Fukuda avait déjà été employée par Soeda pour persuader les patrons. Alors, ce que ces jeunes chercheurs auraient dû faire, ce n'était pas les critiquer, mais plutôt se demander quelle était la raison pour laquelle Soeda et Kanai en étaient réduits à adopter la position réactionnaire qu'ils critiquaient autrefois.

2.4. La technique assurencielle

La politique sociale, qui était pour Takano et ses collègues la science la plus avancée, ne pouvait être séparée de la pratique politique. Ses axes principaux consistaient en l'établissement de la Loi sur les fabriques, la légalisation des syndicats et l'introduction d'une assurance pour les ouvriers. Nous traiterons ici de l'*assurance*, qui montre la valeur idéologique et les limites de l'idée de politique sociale *japonaise*.

En 1911 (l'an 44 de l'ère Meiji), le cinquième congrès général de la Société pour la politique sociale eut pour thème le système d'*assurance*. L'assurance est un système qui prend en charge les accidents que l'individu ne peut contrôler. Elle les considère comme des risques propres à une certaine collectivité.¹⁷ L'État, le gouvernement ou la société a pour mission de les comprendre comme un phénomène statistique et de les contrôler en tant que risque de la vie sociale. C'est ainsi que la société apparaît comme un sujet responsable,

¹⁶ *Le rapport du premier congrès de la Société pour la politique sociale : la Loi sur les fabriques et la question ouvrière*, éd. par la Société pour la politique sociale, 1908, p. 100 (社会政策学会編『第一回社会政策学会—工場法と労働問題』同文館, 1908, p. 100).

¹⁷ Le développement de la technique statistique nous permet de le maîtriser en divisant la population qui soit la base de calcul. Mais, je crois que ceci suppose aussi la cohésion du corps social.

seul capable de traiter les accidents.

La Loi sur les fabriques comprenait dès le départ une disposition qui obligeait les patrons à porter secours aux ouvriers blessés dans les accidents survenus à l'usine. Certains chercheurs considèrent aujourd'hui cette disposition comme une chose à la fois novatrice et déterminante. Novatrice d'abord, car les lois européennes sur la protection des ouvriers ne comprenaient pas une telle disposition. Déterminante ensuite, car elle fut à l'origine de la Loi sur la sécurité sociale de 1926 (l'an 1 de l'ère Shōwa). Personne ne peut nier son importance, mais ce qui nous intéresse ici est sa valeur idéologique au Japon. Lors du cinquième congrès de cette société, la discussion centrale portait sur le fait de savoir si l'assurance contre les accidents devait être obligatoire ou libre dans le cas des ouvriers. Les paroles suivantes sont celles de Takano, qui soutenait la seconde thèse :

Je crois que l'ouvrier doit comprendre quels sont ses problèmes et les résoudre sans l'aide d'autrui. Il doit se débrouiller par lui-même (*self-help*). [...] L'ouvrier, par la création d'organisations syndicales de secours mutuel, doit vaincre les difficultés sans l'aide de l'autorité. C'est une fois que la plupart de ces efforts seront réalisés par les ouvriers que l'État pourra intervenir en utilisant des moyens coercitifs.¹⁸

Pour Takano, la mise en place d'une assurance obligatoire entraînerait « la dépendance [des ouvriers] par rapport à l'État et à leur patron », ce qui « ne ferait qu'affaiblir leur esprit d'indépendance ».¹⁹ Il insistait sur le fait qu'avant d'établir le système d'assurance, il fallait que les ouvriers prennent conscience de leur position politique. Cependant, Takano savait bien que les conditions objectives pour l'indépendance politique des ouvriers n'étaient pas réunies dans le Japon d'alors. Par conséquent, il exprima une opinion assez curieuse : « Il est prématuré d'établir l'assurance dans notre pays. » Il n'était pas arrivé à cette conclusion pour des raisons financières et économiques, mais plutôt pour des raisons politiques. Son avis était partagé par plusieurs membres de la Société pour la politique sociale. Kuwata, par exemple, affirma que « si les ouvriers n'étaient pas persuadés de la nécessité de l'assurance, ils ne payeraient la prime d'assurance que sous la contrainte, comme si c'était

¹⁸ *Le rapport du cinquième congrès de la Société pour la politique sociale : Sur l'assurance*, Dôbunkan, 1911, p. 15 (社会政策学会編『第五回社会政策学会—保険事業』同文館, 1911, p. 15).

¹⁹ *Ibid.*, p. 16.

une sorte d'impôt. Et ceci aurait somme toute pour conséquence d'affaiblir les effets bénéfiques de l'assurance. » Il conclut qu'il fallait « établir ce système en respectant le principe de la spontanéité des ouvriers et les rendre autant que possible conscients de la valeur de l'indépendance politique pour leur faire sentir la nécessité de l'assurance ».²⁰ De même, Kiyosuke Awazu 粟津清亮, un spécialiste des institutions d'assurance, affirmait que « l'assurance devait être fondée sur la volonté individuelle des assurés ».²¹ Avant d'introduire telles ou telles institutions, l'on devait faire de l'individu un être autonome, autodéterminant et capable de se débrouiller seul (*self-help*).

Il est vrai que l'autonomie et l'indépendance sont les idéaux des citoyens pris comme acteurs politiques. Si les ouvriers d'usine, supposés jouer le rôle principal dans la société moderne, ne se réveillaient pas, il faudrait les éveiller et les éclairer. Mais de quelle manière pouvaient-ils prendre conscience de ce qu'était l'assurance ? Pouvait-on enseigner l'importance et la nécessité de l'assurance aux ouvriers qui résistaient au paiement de la prime ? Et comment ? Takano espérait que les organisations syndicales se chargeraient de cette tâche difficile. Mais ceci ne faisait que remettre cette question à plus tard. Car, il ne proposait d'autre réponse que celle, bien connue, de l'éducation, qui nourrit toujours la base idéologique de la société bourgeoise.²² Si l'éducation pouvait changer la nature de l'homme, tous les problèmes disparaîtraient. Mais ceci ne signifierait-il pas en réalité la négation de la politique dans la politique sociale ? Celle-ci, en tant qu'idéologie, leur imposait la limite ou l'horizon invisible qui nous domine aujourd'hui encore. Mais alors, la politique sociale n'était-elle qu'une simple idéologie ? N'avait-elle aucun rôle à jouer sur la scène politique ?

3. La vie

3.1. La vie comme objet d'intervention

Si le paupérisme japonais n'était pas comparable au paupérisme européen, quel était alors le véritable objet de la pensée politique sociale ? D'après Louis Althusser, l'effet de l'idéologie est de cacher notre propre objet bien

²⁰ *Ibid.*, p. 36.

²¹ *Ibid.*, p. 72.

²² Bien sûr, l'on ne peut négliger l'influence des théoriciens de la politique sociale allemande, notamment celles de Gustav von Schmoller et Lujo Brentano. Mais la politique sociale japonaise ne fait pas appel à la notion de « *Sitte* (mœurs) » ou de « *Sittlichkeit* (morale) ».

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

qu'il existe devant nous. Revenons à *Tokyo des plus profonds ténèbres* de Matsubara et fixons comme objet véritable ce qu'il a découvert dans les ténèbres. Ce n'est pas un travail difficile, car l'a exprimé très clairement : « Si vous cherchez leur cause, vous trouverez toujours *les ténèbres de la vie*. » Il a trouvé l'objet véritable que l'on aurait dû traiter. Ce n'est ni la pauvreté, ni les mendiants. Il commence son livre en précisant :

La vie, c'est la grande question. Des princes et de la noblesse, en haut, jusqu'aux mendiants, en bas, [personne ne peut y échapper]. Comment gagnent-ils de l'argent ? Qui est-ce qui les amuse, les fait pleurer et les désespère ?²³

Ici, c'est la vie qui est définie comme l'objet principal. Ce mot peut se traduire en japonais par les trois termes suivants : *seikatsu* 生活 comme l'ensemble des activités humaines qui remplissent l'espace et le temps, *jinsei* 人生 comme l'espace de temps entre la naissance et la mort, et *seimei* 生命 comme le phénomène biologique et religieux. Malgré ces différences, ils ont en commun le même élément, *sei* 生, qui signifie aussi la vie au sens le plus large du terme. Il résulte de ces diverses combinaisons que *sei*, la vie, constitue un objet d'intervention à la fois théorique et pratique.

Ai Maeda 前田愛, un spécialiste de la littérature d'Edo, montra très justement que l'idée qui était au centre de l'ouvrage de Matsubara n'était ni la pénurie ni le manque. Selon lui, ce serait plutôt l'abondance et la richesse qui se trouvent au cœur de ce livre. À chaque page, l'on trouve des tableaux de la vie quotidienne et bon nombre de descriptions de nourriture. Maeda écrit que, dans l'imagination exceptionnelle de Matsubara, Tokyo apparaît comme un « organe digestif gigantesque ».²⁴ Pour lui, ce livre est la preuve du génie littéraire de cet auteur. Mais nous nous devons d'aller un peu plus loin. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas son talent d'écrivain, mais sa manière de traiter les objets, qui, au contraire, prouve qu'il était un homme typique de cette époque.

Matsubara rassembla des matériaux de la vie quotidienne et les consigna minutieusement, jusque dans leurs moindres détails : la disposition des chambres, la place des futons, les types de travaux que les gens faisaient et les revenus journaliers. La nourriture, une des plus importantes composantes

²³ *Tokyo des plus profonds ténèbres*, op. cit., p. 15.

²⁴ Ai MAEDA, « L'utopie dans la prison », *La culture actuelle 4 : le centre et la périphérie*, Iwanami shoten, 1981, pp. 158-60 (前田愛「獄舎のユートピア」『叢書文化の現在 4—中心と周縁』岩波書店, 1981, pp. 158-60).

de la vie quotidienne, y trouve d'ailleurs aussi sa place. Grâce à cela, il mit en relief les habitudes de consommation dans les grandes villes. Par conséquent, ce qui lui fit comparer la ville à un « organe digestif gigantesque », ce n'est pas son imagination exceptionnelle, mais plutôt son intérêt pour les sciences sociales de l'époque. Rapporter la vie humaine dirigea son attention sur la circulation des biens qui garantissait l'existence des grandes villes.

À partir au moins du XVII^e siècle, les hommes politiques, notamment ceux appartenant à la haute bureaucratie, se penchèrent sur la protection de la *vie* urbaine. De leur intérêt naquit une science d'État. Par exemple, le *Traité de la police* de Nicolas de Lamarre, commissaire de police à l'époque de Louis XIV, consacre la plupart de ses pages à la vie quotidienne dans la capitale : la législation et la régulation du pain, de l'eau, de la viande, des rues et boulevards, des rivières, etc.²⁵ Matsubara et la doctrine de la politique sociale sont comme lui les héritiers de cette *science*. Matsubara précise ses descriptions en les accompagnant toujours de beaucoup de chiffres. Il compte, mesure et fait des comparaisons. Il exprime la vie avec des chiffres. Mais son œuvre n'en demeure pas moins un travail descriptif et journalistique. Pour saisir la vie en son entier, d'autres travaux plus méthodiques et scientifiques devaient lui être suppléés.

3.2. Les ouvrières d'usine et la tuberculose

Pendant deux ans, à partir de novembre 1919 (l'an 8 de l'ère Taishō), une enquête sociale fut pratiquée à une très grande échelle pour le Japon. Elle fut réalisée dans l'île artificielle de Tsukishima 月島 où de petites usines s'étaient rassemblées et où, du moins le pensait-on, de nombreux ouvriers qualifiés habitaient. La personne à l'origine de cette investigation, qui en fut d'ailleurs aussi le responsable, était Iwasaburō Takano, alors conseiller du Bureau des statistiques du gouvernement.

Les résultats de cette enquête furent publiés par le Bureau de l'hygiène du ministère de l'Intérieur sous le titre d'*Enquête sur les conditions d'hygiène urbaine*.²⁶ La question de l'hygiène était un grand problème qui inquiétait les

²⁵ Nicolas DE LAMARRE, *Traité de la police*, Paris, 1713. Cependant, à cette époque, il n'y avait pas encore de rapport intime entre le pouvoir disciplinaire et le pouvoir sur la vie, c'est-à-dire entre l'anatomico-politique et le bio-politique. Je ne peux pas traiter de ce point ici, d'autant plus qu'il est encore nécessaire de préciser ou d'élaborer certaines de ces notions. Voir les œuvres de Michel Foucault, Marcel Gauchet et Michel Senellar.

²⁶ Cette enquête sera complétée par l'*Enquête sur les conditions d'hygiène rurale*, publiée

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

bureaucrates, ce qui les poussa à mener des enquêtes statistiques. Leur souci concernant la santé des ouvriers était né suite à la parution, en 1913 (l'an 2 de l'ère Taishō), d'un rapport d'étude sur l'hygiène rédigé par un jeune hygiéniste, Osamu Ishihara 石原修.

La Loi sur les fabriques avait été adoptée en 1911 (l'an 44 de l'ère Meiji), sous la pression des mouvements sociaux parmi lesquels l'on pouvait trouver la Société pour la politique sociale. Cependant, cette loi n'avait été que promulguée, le gouvernement ayant refusé de la mettre en vigueur. C'est pour donner l'alerte sur cette situation qu'Ishihara publia son rapport intitulé « Les ouvrières d'usine et la tuberculose », après l'avoir rendu public lors d'une réunion de la Société de la médecine d'État 国家医学会 qui se tint la même année. Cette étude avait été entamée en 1910 (l'an 43 de l'ère Meiji) sous la direction de Minoru Oka 岡実, le chef du Bureau de l'industrie du ministère de l'Intérieur, qui était aussi un membre de la Société pour la politique sociale. Mais, la situation désastreuse révélée dans ce rapport empêcha sa prompt publication.

Comme nous l'avons vu, le problème de l'hygiène avait déjà été posé lors des discussions sur la Loi sur les fabriques. Selon Kanai, le travail excessivement long et dur avait abîmé la santé de beaucoup de jeunes gens qui, en plus, ne passaient pas l'examen médical pour la conscription.²⁷ Soeda avait lui aussi attiré l'attention sur ce problème et avait affirmé que si l'on ne prenait pas certaines mesures, « cela affaiblirait la race japonaise », « empêcherait le développement de la nation » et enfin « entraînerait d'innombrables conséquences nuisibles pour l'État, telles que des maladies physiques ».²⁸ Tous deux avaient utilisé la métaphore de la maladie qui stimule vivement l'imagination populaire et exerce sur elle une grande influence. Néanmoins, faute de preuves suffisantes pour étayer leur argumentation, ils avaient manqué de convaincre les patrons.

En revanche, Ishihara décrivit la situation dramatique des ouvrières en s'appuyant sur des données statistiques et montra que la mortalité des jeunes fileuses était extraordinairement élevée. Celles-ci travaillaient durant de longues heures dans un environnement à risques, étaient mal nourries et dor-

en 1932 (l'an 7 de l'ère Shōwa).

²⁷ Voir le discours de Kanai, lors de la troisième réunion du Conseil supérieur, dans « Le procès-verbal de la troisième réunion du Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie : la question du contrôle et de la protection des ouvriers », *Documents sur la culture de l'ère Meiji—Vol. I L'industrie—*, op. cit., pp. 94-5.

²⁸ Discours de Soeda, lors de la première réunion du Conseil supérieur, *ibid.*, p. 38.

maient dans des dortoirs sales et étroits, de sorte qu'elles tombaient facilement malades et contractaient la tuberculose. Elles étaient alors chassées de l'usine, retournaient dans leur province et y mouraient.

La Loi sur les fabriques entra en vigueur en 1916 (l'an 5 de l'ère Taishō), soit trois ans après la publication de « Les ouvrières d'usine et la tuberculose », en pleine période d'expansion économique suite à la Première Guerre mondiale. Il est difficile d'évaluer le rôle de ce rapport sur la mise en application de cette loi, mais beaucoup d'historiens s'accordent à dire que son influence sur le gouvernement fut non négligeable. Néanmoins, ce qui poussa ce dernier à réagir n'était pas la simple compassion.

Dans son rapport, Ishihara explique que les ouvrières porteuses du bacille tuberculeux circulaient entre la ville et la campagne. Celles qui rentraient dans leur pays natal contaminaient leurs voisins parmi lesquels il y avait des jeunes hommes qui devraient plus tard devenir des soldats sains et vigoureux. Si, par bonheur, elles parvenaient à survivre, leurs enfants risquaient pour leur part d'être dégénérés. Quant à celles qui restaient en ville, après avoir quitté l'usine, l'on disait qu'elles corrompaient les jeunes hommes, non seulement physiquement mais aussi moralement, car elles travaillaient dans des bars de nuit. Ishihara dénonça par conséquent la politique du gouvernement en affirmant que « les usines répandaient la tuberculose », phrase qui peut aussi être comprise dans le sens où les ouvrières d'usine répandaient la tuberculose dans l'ensemble du corps socio-politique.²⁹

La crise imminente et invisible inspirait la terreur et semait la panique, ce qui rendit possible la conception d'un corps politique dépassant les limites de l'ancienne communauté. En effet, la tuberculose, une maladie infectieuse, franchissait les barrières entre les populations urbaine et rurale, entre les possédants et les prolétaires, et entre les générations. De surcroît, celle-ci était, comme je le suggère, implicitement considérée comme une maladie vénérienne transmise aux hommes par les prostituées. Les maladies sexuellement transmissibles, que l'on nomme en japonais *sei-byō* 性病 (« maladies

²⁹ Voir Osamu ISHIHARA, « La situation actuelle des ouvrières d'usine, du point de vue de l'hygiène » et « Les ouvrières d'usine et la tuberculose », dans *La situation actuelle des ouvrières d'usine, du point de vue de l'hygiène*, éd. par la Société nationale des médecins, 1914. Repris dans Classiques sur la vie 5, *Les ouvrières d'usine et la tuberculose pulmonaire*, Kōseikan, 1970 (石原修「衛生学上ヨリ見タル女工ノ現況」および「女工と結核」『衛生学上ヨリ見タル女工ノ現況』国家医学会発行—1914—, 生活古典叢書 5『女工と結核』光生館, 1970).

病 de sexe 性»), terme qui contient la racine « vie » (*sei* 生)³⁰, posent toujours une série de questions dans lesquelles les notions de vie et de sexe se croisent : la contraception, l'avortement, la stérilisation et l'amélioration des races, c'est-à-dire l'eugénisme.

L'hygiène et l'eugénisme, tout comme la politique sociale, ont en commun les idées suivantes : nous devons défendre notre corps, nous prémunir contre les corps étrangers ou les intrus,—les juifs, les immigrés et les maladies contagieuses. Nous devons éliminer les corps étrangers, protéger notre corps contre eux et assurer notre survie.

Ainsi, l'hygiène fait apparaître le corps politique et social comme une chose à défendre. Il nous faut défendre notre corps, notre corps physique et politique. Contre qui ? Contre ceux qui *nous* envahissent, qui *nous* attaquent, qui *nous* dégradent et qui *nous* dégénèrent. L'on trouve ici, bien qu'elle soit négative, l'idée de lien *social*, de lien qui *nous* unit, qui lie les villes et les provinces, les hommes et les femmes, les riches et les pauvres, et les générations. La notion de corps socio-politique s'établit sur la base biologique partagée par tous les vivants.

L'hygiène traite la collectivité humaine comme un être biologique, intervient dans la vie prise comme base commune, la manipule et l'affecte. La vie devient l'objet de la politique. Le *nous*, comme être pluriel, devient visible dans la prolongation de la vie. Ishihara écrit dans son livre intitulé *L'hygiène de l'ouvrier* que l'hygiène est « l'idée qui exprime le désir [humain] de vivre ensemble ».³¹

3.3. L'enquête de Tsukishima

L'objet de la politique sociale est la vie en collectivité plutôt que la vie individuelle, autrement dit le corps *social* où *nous* vivons ensemble. Le corps social s'organise grâce à la bio-logique et s'étend dans l'espace et dans le temps, c'est-à-dire sur certains territoires et sur des générations. Certes, l'exclusion de l'autre peut constituer un certain espace social. Néanmoins, cet espace social est négatif et ne recouvre pas toute l'étendue du corps social. La politique sociale, en tant que savoir technologique sur le corps social, implique une conception plus large et totale de la vie humaine, autrement dit

³⁰ Sur ce point, voir Hikaru SAITÔ, « De l'apparition et diffusion du mot SEI (性) comme le sexe », *Bulletin de Université de Seika*, no. 8, 1995 (齊藤光「〈性〉としての「性」の出現・普及過程についての研究」『京都精華大学紀要』第8号, 1995).

³¹ Osamu ISHIHARA, *L'hygiène de l'ouvrier*, Sugiyama shoten, 1916 (石原修『労働衛生』杉山書店, 1916).

une conception qui dépasse la notion de vie humaine au sens restreint et biologique du terme. L'enquête de Tsukishima avait été planifiée par le ministère de l'Intérieur comme une investigation sur l'hygiène. Mais, Takano, qui dirigea cette enquête, la concevait comme un projet plus étendu³² :

Cette investigation donne l'impression d'être bien plus qu'une simple enquête sur l'hygiène. Mais, vu les idées actuelles, je crois qu'il serait plutôt inadéquat de votre part de la réduire à une simple enquête médicale. Une investigation sur l'hygiène doit embrasser les domaines social et économique.³³

Ainsi, cette investigation devint une sorte de *social survey* portant entre autres sur l'hygiène. Le rapport de cette enquête, publié en 1921 (l'an 10 de l'ère Taishō), ne comportait qu'un chapitre consacré au problème de l'hygiène.³⁴ Quant à l'objet de cette étude, Takano et ses collègues prétendirent traiter des ouvriers qui étaient supposés constituer le noyau de la société moderne. Cette enquête, pourtant, prit également pour sujet les femmes et les enfants. Son but était non seulement d'étudier les ouvriers comme agents de production, mais aussi les ménages comme *consommateurs*. Takano et ses collègues accordèrent plus d'importance à la consommation qu'à la production. Ils introduisirent de nouvelles techniques d'investigation : ils firent tenir aux femmes d'ouvriers des cahiers de dépenses qu'elles devaient leur rapporter une fois remplis. Grâce à ces cahiers, ils parvinrent à reconstituer leurs activités de tous les jours. En ce sens, elles jouèrent un rôle plus important que les ouvriers et devinrent les véritables sujets de cette enquête.³⁵

³² Cette enquête porta sur (1) l'état des habitations, (2) celui des budgets domestiques, (3) celui de la santé des enfants, (4) les naissances, les bébés mort-nés, les morts, les malades. Son rapport contient également un chapitre consacré au rassemblement des données et matériaux pour cette enquête. Voir *Classiques sur la vie 6, L'enquête de Tsukishima*, Kōseikan, 1970, p. 48 (生活古典叢書 6『月島調査』光生館, 1970, p. 48).

³³ *Ibid.*, p. 56.

³⁴ Il consistait en quatre chapitres : le premier était « L'Introduction générale » signée par Takano, le deuxième « Tsukishima et la vie ouvrière » par Yasunosuke Gonda, le troisième « L'état de santé des ouvriers de Tsukishima », et enfin le quatrième « Les conditions de travail à Tsukishima » par Yoshitsuru Yamana.

³⁵ « Il est essentiel de connaître les conditions de vie des ouvriers, y compris leur nourriture et leur logement à l'aide de l'enquête. Toutes les investigations doivent contribuer à leur clarification, mais ceci n'est pas encore pratiqué suffisamment dans tous les pays. » Dans « La question ouvrière et les statistiques ouvrières », *Revue de statistiques*, no.

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

Le projet du jeune Takano fut réalisé grâce à des moyens plus élaborés, un budget suffisant, l'aide de collaborateurs et de la technique statistique. Son réel objet était la vie quotidienne des habitants de Tsukishima.

3.4. Rendre visible

Cette investigation jeta de la lumière sur les ténèbres de la *vie*, de façon à rendre celle-ci visible et à décrire son étendue spatiale. Suivant la méthode de Charles Booth, Takano et ses collaborateurs tracèrent « la carte sociale » de Tsukishima. Pour ce faire, ils dessinèrent onze plans qui représentaient chacun un aspect de la vie sous forme cartographiée. Le premier portait sur la topographie générale, le deuxième sur les usines et les entrepôts, le troisième sur les logements, le quatrième sur les magasins vendant des produits de première nécessité, etc.³⁶ Pour ce qui est de l'hygiène, ils en établirent treize de plus. La vie d'un habitant était ainsi décomposée en plusieurs éléments, qui étaient projetés sur plusieurs plans. L'ensemble de ces plans constituait l'ensemble de la vie collective des habitants de Tsukishima, ce qui leur permit de comprendre les différents aspects de la vie sur cette île.

Par exemple, si vous voulez connaître l'état des logements, voyez le troisième plan. Et si vous voulez comprendre le rapport entre un ménage et les magasins, comparez le troisième et le quatrième plans. Ces comparaisons de plans permettent ainsi d'entrevoir l'aspect social de la vie à Tsukishima.³⁷

L'on pouvait ainsi savoir où travaillait un habitant d'un certain quartier, dans quel magasin il achetait sa nourriture ou ses vêtements et quel type de passe-temps il affectionnait. L'on pouvait même connaître la capacité d'un salon de coiffure. Il était aussi possible de superposer à ces plans des tableaux statistiques sur la population, la répartition des âges, les taux de natalité et de mortalité, de mariage et de divorce. Les auteurs de cette enquête n'omirent pas non plus de représenter schématiquement les mouvements des habitants.

Ils rassemblèrent des faits et les analysèrent sous tous leurs aspects. Ensuite, ils les arrangèrent et en firent la synthèse. L'ensemble de la vie quoti-

461, 1919, p. 356 (「労働問題と労働統計」『統計集誌』no. 461, 1919, p. 356).

³⁶ Le cinquième plan traitait des magasins d'alimentation, le sixième des magasins de vêtement et d'accessoires, le septième des coiffeurs et des bains publics, le huitième des hôpitaux, le neuvième des bars, des restaurants et des divertissements, le dixième des financiers, et le onzième des institutions éducatives.

³⁷ *L'enquête de Tsukishima, op. cit.*, p. 55.

dienne sur l'île de Tsukishima leur apparut alors sous la forme d'une carte idéale sur laquelle chaque habitant était représenté par un point particulier et anonyme. La superposition et la comparaison de plusieurs plans leur permit d'y reconstituer la vie sur le plan idéal. La vie à Tsukishima fut ainsi mise en perspective.

3.5. Compter et calculer

Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'étude des budgets domestiques était un élément central de l'enquête de Tsukishima. En effet, Takano affirma que son équipe avait mis « beaucoup d'énergie »³⁸ dans cette étude. Son but initial était de confirmer que l'hypothèse de Benjamin Seebohm Rowntree était également applicable au Japon.³⁹ Ce dernier avait mis en évidence dans le cas des habitants d'York, l'existence d'un « seuil de pauvreté (the poverty line) ». Et, en effet, Takano montra que, dans le cas des habitants de Tokyo, l'on pouvait fixer « le seuil de pauvreté » à environ 70 yens de revenus mensuels. Au-dessous, leur vie devenait apparemment difficile. Mais, ce qui était encore plus essentiel pour l'équipe de Tsukishima—et qui nous paraît tout aussi essentiel—était de comprendre le cycle de vie de ses habitants et d'acquérir un point de vue qui leur permettrait de voir leur vie en perspective, sur toute sa longueur. Yasunosuke Gonda 権田保之助, qui fut chargé de la rédaction du deuxième chapitre du rapport, intitulé « Tsukishima et la vie ouvrière », écrivit la chose suivante :

Nous avons senti qu'il faudrait voir l'épitomé de la vie ouvrière en face. En effet, un ouvrier se marie à un certain âge. Malgré son revenu insuffisant, sa femme a encore de l'espoir et de doux rêves, et elle travaille sans en éprouver du mécontentement. Il est vrai qu'ils sont à leur âge d'or. [...] Mais, le rêve de bonheur est toujours éphémère et l'on ne peut nier la sévère réalité de son revenu de moins de 50 yens. [...] Après la naissance des enfants, les dépenses augmentent. [...] Sa femme, amaigrie par le dur travail d'appoint qu'elle fait à la maison, amène le casse-croûte à son mari. Ce couple marche sur la corde raide pendant quelques années. [...] Lorsque leurs enfants commencent à travailler, ils réussissent à atteindre un niveau de revenus supérieur à 100 yens. [...] Mais, ce deuxième âge d'or est tout aussi éphémère. Leurs filles se marieront et quitteront la maison en emportant leurs revenus. [...] Ainsi, comme Rowntree, j'ai trouvé

³⁸ *L'enquête de Tsukishima, op. cit.*, p. 54.

³⁹ Benjamin Seebohm ROWNTREE, *Poverty : A Study of Town Life*, London, 1901.

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

dans les chiffres des tableaux le véritable épitomé de la vie ouvrière.⁴⁰

La vie dont il parle est la vie banale que l'on voit partout. Mais cette vie, purement fictive, n'existait pas à Tsukishima. En effet, cette investigation ne fut menée que pendant deux ans et deux mois, ce qui fait que les femmes d'ouvriers ne remplirent leur cahier de comptes que durant une période de leur vie. Néanmoins, en rassemblant plusieurs de ces cahiers, en les juxtaposant et en les ordonnant en fonction de l'âge de ces femmes, il est possible de reconstituer la vie typique d'un habitant de Tsukishima. La vie est quelque chose d'idéal composé du passé qui n'est plus et du futur qui n'existe pas encore.

L'enquête de Tsukishima mit en évidence la vie idéale, la norme. En mesurant la distance qui sépare notre vie de cette vie idéale, nous pouvons concevoir notre existence et savoir quelles sont les étapes qui nous attendent. Ainsi, l'existence particulière des gens devient calculable, mesurable et comparable. La vie idéale prend la forme d'une norme à laquelle nous pouvons comparer notre vie, de façon à nous connaître et à nous préparer pour notre futur.

Inutile de préciser que toutes les assurances sont fondées sur ce savoir. Celui-ci offre une base pour le calcul de la prime et transforme les gens en sujets qui calculent et planifient leur vie.⁴¹ Il donna à ceux qui participèrent à cette investigation, c'est-à-dire aux femmes d'ouvriers, un fondement d'auto-discipline, élément que Takano avait négligé dans son discours sur le système d'assurance. Takano espérait que l'enquête sociale constituerait un savoir utile aux ouvriers pour les aider à améliorer leur vie, un savoir qui leur ferait prendre conscience d'eux-mêmes comme d'un être collectif, une classe.

⁴⁰ Yasunosuke GONDA, « La comparaison des budgets domestiques des ouvriers et des employés à faibles revenus », *Revue de l'Institution de recherche d'Ôhara sur la question sociale*, Vol. IV, no. 1, 1925, pp. 233-235 (権田保之助「労働者及少額俸給生活者の家計状態比較」『大原社会問題研究所雑誌』第四卷第一号, 1925, pp. 233-235).

⁴¹ Gonda critique les habitudes des gens dans le chapitre qui traite des enfants. Il condamne tout d'abord le fait de donner de l'argent de poche aux enfants, ce qui est source de gaspillage, et ensuite le fait que les enfants eux-mêmes d'élaborer des projets par trop vagues sur leur avenir. En se disciplinant en sujet calculant, ceux-ci pourraient concevoir des projets plus réalisable et s'assurer un futur plus certain et planifiable.

4. Le désir

Cependant, Takano et ses collègues conclurent que cette investigation était un échec. Ils pensaient au départ que les ouvriers de Tsukishima étaient qualifiés, mais la haute mobilité des habitants de l'île montra qu'ils étaient plutôt des travailleurs saisonniers sous-qualifiés. Le fait que la plupart des ouvriers quittaient Tsukishima leur fit douter de la fiabilité des résultats obtenus. Il faut dire que la méthode statistique d'alors était encore classique et descriptive. L'on ne connaissait pas encore la méthode inductive qui fait appel au sondage. En conséquence, ils ne purent estimer leur travail à son juste prix. En fin de compte, ils attribuèrent leur échec à l'immaturité des ouvriers : si ceux-ci avaient été de véritables ouvriers, leurs recherches auraient abouties. Takano avançait la même conclusion lors de la discussion sur l'assurance. Il focalisa ici aussi sur la question de l'indépendance politique des ouvriers, ce qui l'empêcha non seulement de problématiser l'idée du social, mais aussi de comprendre la teneur de ce que lui et son équipe avaient découvert à Tsukishima.

La pratique de l'investigation était pour Takano la condition de l'apparition d'un sujet moderne qui calculerait et planifierait sa vie de façon autonome. Mais, en réalité, celui-ci n'était pas un sujet de production, mais plutôt de *consommation*. L'apparition de ce sujet moderne présuppose celle de l'idée transcendante de *vie* produite par le calcul statistique, qui englobe tous les individus dans son sein. L'on peut voir une sorte d'idée transcendante se former dans l'enquête de Tsukishima. En effet, l'idéal qui s'y constitua fonctionnait comme une norme qui contraignait, qui transforme les gens en individus anonymes, qui les nivèle et qui les numérise.⁴² Cette norme, intériorisée non pas grâce à l'éducation mais grâce à la pratique quotidienne, engendre un sujet « économique » plutôt que politique. C'est ce processus qui déclenche le mécanisme dynamique de la société capitaliste.

Takano attribuait la fonction d'éducation *politique* aux organisations syndicales. Sur ce point, il ne faut pas oublier que les organisations syndicales dirigées par son frère Fusatarô étaient sous l'influence du mouvement syndical américain. Ce dernier entretenait une correspondance avec Samuel Gompers, le fondateur de l'AFL (*American Federation of Labour*, « Fédération américaine du travail ») qui était un syndicat plutôt conservateur. L'AFL ne

⁴² L'on peut se demander si la critique foucauldienne et celle heideggerienne (de la technique) ne se croisent pas sur ce point.

FORMATION ET DÉFORMATION DE L'IDÉE DE POLITIQUE SOCIALE

voulait ni d'un engagement dans des activités politiques, ni de conflit antagoniste avec les patrons. Sous son influence, Fusatarô⁴³ insista sur l'importance d'améliorer la vie des ouvriers ce qui, en faisant augmenter la consommation, entraînerait le développement de notre civilisation. Ici se résume toute notre histoire où la lutte de classe s'est réduite à la concurrence entre des individus uniquement séparés par des différences relatives. L'un incarnant le modèle de l'autre, l'inconciliable antagonisme entre eux est relativisé. L'on y trouve la formation d'une morale purement séculière qui promet la félicité terrestre pour chaque individu.

La vie, ce sont les ténèbres, les ténèbres qui avalent tout. Ceci est aussi une métaphore du capitalisme. Les biens qui circulent dans les grandes villes—ce qui donna naissance à la sublime image de la ville comme « organe gigantesque de digestion »—se transforment en une monnaie échangeable et anonyme qui, circulant aussi sur les marchés financiers, se réalise dans le capital. La vie est une sorte de sublime qui, absorbant nos désirs et prolongeant leur réalisation, entraîne le processus éternel de *développement*.

Après de longues recherches, Takano trouva un résultat qu'il n'avait pas imaginé : au lieu de nous dépeindre les conditions nécessaires à la création du sujet politique que l'on appelle citoyen, il mit en évidence l'apparition du sujet de consommation plutôt que de production et, plus précisément, du sujet qui désire. Était-ce ce que Takano avait cherché à faire ? Peut-être que non. Mais, en 1921 (l'an 10 de l'ère Taishô), date à laquelle le rapport de Tsukishima fut publié, l'on était déjà à l'aube de l'époque keynésienne. Le désir collectif, aussi nommé la demande effective, sera par la suite défini comme étant le moteur du développement économique. C'est ainsi que la politique sociale découvrit la population comme étant à la fois la ressource et le moteur du développement de l'économie nationale.

⁴³ Gompers (donc également Fusatarô) s'appuyait sur la théorie de George Gunton, un syndicaliste féru d'économie. Voir George Gunton, *Wealth and Progress—A Critical Examination of the Labor Problem*, New York, 1887 (Édition réimprimée, Books for Libraries Press, 1970).